

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 102 (1984)
Heft: 87

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

30 mars 1984

Soieries Bianchini, Férier, Société Anonyme, à Genève (FOSC du 8. 4. 1981, p. 1102). Frédéric Wenger et Georges Bourgeois ne sont plus administrateurs; leurs pouvoirs sont radiés. Pierre Du Pasquier, de Genève, au Grand-Saconnex, président, et René Herren, de et à Genève, sont membres du conseil d'administration, avec signature individuelle. Signature individuelle a été conférée à Bernard Simonnet, de France, à Saint-Julien-en-Genevois (F), directeur.

30 mars 1984

Buenostex Financière SA, à Genève, participations, etc. (FOSC du 1. 6. 1976, p. 1547). L'administrateur Charles Schütz est maintenant domicilié à Genthod.

30 mars 1984

Canon SA, Genève, à Genève, tous appareils et accessoires en matière de photographie, etc. (FOSC du 17. 2. 1982, p. 527). Les pouvoirs de Keishi Fukuda sont radiés. Signature individuelle a été conférée à Takeshi (Ken) Mitarai, du Japon, à Amsterdam (NL), directeur général.

30 mars 1984

Jacob Delafon (Suisse) SA, à Genève, commercialisation de matériel de chauffage, etc. (FOSC du 31. 10. 1979, p. 3441). Alain Mercade, de France, à Paris (F), et Jean Biedermann, de et à Bernex, sont membres du conseil d'administration, avec signature individuelle.

30 mars 1984

Eliagest SA, à Genève, agir en qualité de conseiller de direction spécialisé dans les problèmes de développement de sociétés, etc. (FOSC du 15. 9. 1982, p. 2981). Jean-Michel Dagueuet est maintenant domicilié à San Juan de Capistrano (E).

30 mars 1984

Florimmo SA, à Genève, société immobilière (FOSC du 24. 6. 1977, p. 2090). L'administrateur Charles Schütz est maintenant domicilié à Genthod.

30 mars 1984

Société Immobilière Route de Frontenex 49, à Genève, société anonyme (FOSC du 21. 9. 1976, p. 2685). Charles Giacobino (décédé) n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Pierre Giacobino, de et à Genève, est administrateur unique, avec signature individuelle.

30 mars 1984

Imexport SA, à Genève, commerce et distribution de tous produits, etc. (FOSC du 4. 8. 1983, p. 2719). Nouvelle adresse: rue Jacques-Balmat 5.

30 mars 1984

Maxon SA, à Genève, conseils en matière financière, etc. (FOSC du 4. 10. 1976, p. 2806). L'administrateur Charles Schütz est maintenant domicilié à Genthod.

30 mars 1984

MK Coordinated Services SA, à Genève, tous conseils et services dans le domaine financier, etc. (FOSC du 4. 6. 1981, p. 1803). Administration: Roland Frieden, nommé président, Mohamed Kadri, jusqu'ici directeur, délégué, lesquels signent individuellement, et Hervé Foray, de et à Meyrin, secrétaire, lequel n'exerce pas la signature sociale.

30 mars 1984

Soderec SA, à Chêne-Bougeries, études et applications industrielles de toutes méthodes de récupération et d'économie d'énergie, etc. (FOSC du 9. 5. 1983, p. 1584). Peter Meister n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Ariane Selmi, de Monthey, à Versoix, est administrateur unique, avec signature individuelle.

30 mars 1984

Tid Atlas SA, à Genève, représentation et diffusion de toutes marchandises, etc. (FOSC du 19. 6. 1981, p. 1974). Administration: Roland Frieden, nommé président; Yusef K. Keshlaf, jusqu'ici directeur, délégué, lesquels signent individuellement, et Hervé Foray, de et à Meyrin, secrétaire, lequel n'exerce pas la signature sociale.

30 mars 1984

Tressa Sales Ltd, Geneva, à Genève, commerce de montres, etc. (FOSC du 4. 11. 1982, p. 3523). Raeto Zarn n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Ernst Binioth, directeur, jusqu'ici secrétaire, reste seul administrateur et continue à signer individuellement.

30 mars 1984

Wipor SA, à Genève, représentation et négociation de tous biens, etc. (FOSC du 29. 9. 1980, p. 3195). Paul David n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés.

30 mars 1984

Albert Genoud SA, à Genève, rue du Vieux-Billard 3A. Nouvelle société anonyme. Statuts du 26. 3. 1984. But: fabrication, création, importation et exportation d'articles de joaillerie et bijouterie; opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières. Capital: fr. 50 000, entièrement libéré, divisé en 50 actions de fr. 1000 au porteur. Organe de publicité: FOSC. Administration d'un ou de plusieurs membres: Albert Genoud, de Châtel-St-Denis, à Genève, président, et Jon Andri Pinosch, d'Ardez, à Gland, secrétaire; lesquels signent individuellement.

30 mars 1984

Fiduciaire Gesteco SA, à Chêne-Bourg, rue Peillonex 39. Nouvelle société anonyme. Statuts du 20. 3. 1984. But: exploitation d'une fiduciaire; conseils relatifs à l'organisation, la réorganisation et la gestion d'entreprise; gestion de biens mobiliers et immobiliers; conseil dans les domaines commercial, industriel et financier. Capital: fr. 50 000, libéré à concurrence de fr. 20 000, divisé en 50 actions de fr. 1000 au porteur. Reprise de biens envisagée: divers actifs à l'exception de tous passifs de l'entreprise exploitée sous la raison individuelle «Fiduciaire Peter Schmidt», à Chêne-Bourg, selon inventaire du 20. 3. 1984, pour fr. 19 570. Organe de publicité: FOSC. Administration d'un ou de plusieurs membres: Georges Palluat, de Carouge, à Collonges-Bellerive, administrateur unique avec signature individuelle.

Jura - Jura - Giura

Bureau de Delémont

2 avril 1984

Arafico SA, à Delémont. Suivant acte authentique et statuts du 23 mars 1984, il a été constitué sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, l'importation, l'exportation et le courtage du pétrole et de ses dérivés. Elle fait également le commerce de toutes matières premières et de produits manufacturés, y compris la production et le commerce de tous produits agro-alimentaires. Le capital social est de fr. 100 000, divisé en 100 actions de fr. 1000 chacune, au porteur, entièrement libéré. Les publications de la société sont faites dans la FOSC. Les communications et convocations sont adressées aux actionnaires par lettre recommandée. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Dominique Amgwerd, de Sattel, à Delémont, est administrateur unique, avec signature individuelle. Bureau: rue Pierre-Péquignat 10.

Abhanden gekommene Werttitel Titres disparus - Titoli smarriti

Aufruf - Sommation - Diffida

Der Besitzer des Namensschuldbriefes von Fr. 15 000.- vom 6. Juli 1906, haftend im 1. Rang auf Parzelle E. Bl. 861 des Grundbuches Arbon wird aufgefordert, diesen Titel innert Jahresfrist von der ersten Gerichtspräsidentium Arbon vorzulegen, ansonst der Titel kraftlos erklärt wird. (666⁷)

9320 Arbon, den 6. April 1984

Gerichtspräsidentium Arbon

Es wird vermisst:

Kassaobligation Nr. 4075 der Raiffeisenbank Escholzmatt, nominell Fr. 3000.- 3/4%, Laufzeit 4. März 1978 bis 3. März 1983, ohne Jahrescoupons.

Der allfällige Inhaber wird aufgefordert, diese Kassaobligation innerhalb von sechs Monaten, vom Tage der ersten Publikation an gerechnet, bei der unterzeichneten Amtsstelle vorzuweisen, ansonst die Kraftlosklärung ausgesprochen wird. (615⁷)

6162 Entlebuch, den 27. März 1984

Der Amtsgerichtspräsident von Entlebuch:
Dr. Walther Unternährer

Es werden folgende Sparhefte der Raiffeisenbank Merenschwand-Benzenschwil, 5634 Merenschwand, vermisst:

Sparheft Nr.	Saldo
3564/05	Fr. 6 244.80
3497/05	Fr. 40 930.85
3783/04	Fr. 2 276.35
2793/06	Fr. 1 319.05

Die unbekanntenen Inhaber dieser Sparhefte werden aufgefordert, diese innert 6 Monaten, d. h. bis 14. Oktober 1984, dem Bezirksgericht Muri vorzulegen, ansonst die Kraftlosklärung ausgesprochen würde. (672⁷)

5630 Muri, den 2. April 1984

Bezirksgericht Muri

Es werden vermisst, folgende Namensschuldbriefe, lastend auf Saanen GBBL Nr. 49, einer Besetzung der Ingeborg Carpena geb. Hossmann:

1. Im 1. Rang: Namensschuldbrief von Fr. 32 500.- vom 12. Juli 1924/30. August 1935, Belege I/2019, I/4123, Zinsfusseintragsung 5%, lautend zugunsten des Eigentümers.
2. Im 2. Rang: Namensschuldbrief von Fr. 20 000.- vom 25. März 1949/31. März 1959, Belege I/5461, I/7030, Zinsfusseintragsung 5%, lautend zugunsten des Eigentümers.
3. Im 3. Rang: Namensschuldbrief von Fr. 15 000.- vom 1. Mai 1956, Beleg I/6493, Zinsfusseintragsung 5%, lautend zugunsten der SB Saanen Bank.
4. Im 4. Rang: Namensschuldbrief von Fr. 8000.- vom 12. September 1935, Beleg I/4127, Zinsfusseintragsung 6%, lautend zugunsten des Eigentümers, F. Gl. SB Saanen Bank.

Der allfällige Inhaber dieser Titel ist aufgefordert, diese innert einem Jahr vom Erscheinen dieses Aufrufes an, dem Richteramt Saanen vorzulegen, andernfalls erfolgt die Kraftlosklärung. (652⁷)

3792 Saanen, den 2. April 1984

Der Gerichtspräsident:
i. V. Iseli

Es werden vermisst:

Eigentümerschuldbrief von Fr. 11 700.-, errichtet am 25. Juni 1923/8. Mai 1936, Belege Nr. 1-2187 und 1-6129, lastend im 1. Rang auf Ochlenberg Grundbuch Nr. 609.

Eigentümerschuldbrief von Fr. 5500.-, errichtet am 30. Mai 1934, Beleg Nr. 1-9037, lastend im 2. Rang auf Ochlenberg Grundbuch Nr. 609.

Die allfälligen Inhaber der Titel werden aufgefordert, diese innert Jahresfrist dem unterzeichneten Richter vorzulegen, andernfalls die Schuldbriefe kraftlos erklärt werden. (653⁷)

4705 Wangen an der Aare, den 2. April 1984

Der Gerichtspräsident

Es werden vermisst:

Namenschuldbrief vom 27. Februar 1950 über Fr. 40 000.-, haftend im 1. Rang auf Grundbuch Kölliken Nr. 1383, Kat. Plan 20, Parzelle 1894, lautend auf die Aargauische Kantonbank Aarau, als Gläubigerin, und auf Steiner Alfred Josef, Kölliken, als Schuldner, und Inhaberschuldbrief vom 20. Juni 1955 über Fr. 4500.-, haftend im 2. Rang mit schiedendem Nachrichtenrecht auf Grundbuch Kölliken Nr. 1383, Kat. Plan 20, Parzelle 1894, lautend auf Steiner Alfred Josef, Kölliken, als Schuldner.

An den oder die allfälligen Inhaber dieser Schuldbriefe ergeht die Aufforderung, dieselben binnen eines Jahres, d. h. bis spätestens zum 10. April 1985, dem Bezirksgericht Zofingen vorzulegen, ansonst die Kraftlosklärung ausgesprochen würde. (644⁷)

4800 Zofingen, den 29. März 1984

Bezirksgericht Zofingen

Le détenteur inconnu du titre suivant:

obligation hypothécaire au porteur, du 26 novembre 1957, de fr. 15 000.- avec intérêt maximum de 5 1/2%, due par François et Marie Pilloud, grevant les art. 1328, 1607, 2147, 2156, 2231, 2277, 2322, 2390, 2391, 2392, 3993, 3994, 3995 et 3996 du registre foncier de Châtel-St-Denis.

est sommée de se faire connaître au greffe du Tribunal dans le délai d'une année à compter de la première publication de cette sommation, faute de quoi l'annulation du titre sera prononcée. (643⁷)

1618 Châtel-St-Denis, le 4 avril 1984

Le président du Tribunal:
Jean-Pierre Schroeter

Premier avis

Par ordonnance du jeudi 5 avril 1984, le Tribunal de première instance de la République et Canton de Genève somme le détenteur inconnu du certificat d'actions au porteur no 1, représentant 497 actions nos 1 à 497 de fr. 100.- chacune, de la Société Anonyme Opticam, rue Pedro-Meylan 4, Genève, de la produire et de la déposer au greffe du Tribunal de première instance à Genève dans le délai de six mois à compter de la première insertion des publications du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (664⁷)

1200 Genève, le 5 avril 1984

Tribunal de première instance:
P. Guillot, greffier

Premier avis

Par ordonnance du jeudi 5 avril 1984, le Tribunal de première instance de la République et Canton de Genève somme le détenteur inconnu de l'action au porteur no 50 (certificat d'actions no 1), au nominal de fr. 1000.-, de la Société Immobilière La Chenaie Bleue «B» à Genève, de la produire et de la déposer au greffe du Tribunal de première instance à Genève, dans le délai de six mois à compter de la première insertion des publications du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (665⁷)

1200 Genève, le 5 avril 1984

Tribunal de première instance:
P. Guillot, greffier

Le détenteur du certificat d'actions no 01 de OIH S.A., dont le siège est à Lausanne, portant sur 289 actions au porteur nos 1 à 289, de fr. 1000.- nominal chacune, entièrement libérées et constituant une partie du capital social de dite société, actions propriété de Jean-Paul Dorthe, à St-Sulpice, est sommée de le produire jusqu'au 31 octobre 1984, sous peine d'en voir prononcer l'annulation. (663⁷)

1003 Lausanne, le 3 avril 1984

Le président du Tribunal civil
du district de Lausanne:
M.-A. Pellet

Le détenteur du livret d'épargne Caisse d'épargne et de prévoyance de Lausanne, no 15852, au porteur, créancier de fr. 14 632.90, créé le 31 mars 1959, propriété de M. R. Chene, à Lausanne, est sommée de le produire jusqu'au 31 octobre 1984, sous peine d'en voir prononcer l'annulation. (662⁷)

1003 Lausanne, le 4 avril 1984

Le président du Tribunal civil
du district de Lausanne:
M.-A. Pellet

Par ordonnance du 29 mars 1984, j'ai ordonné l'ouverture d'une procédure d'annulation de 4 actions au porteur de fr. 500.- nominatives, nos 6389, 7493, 10332 et 12072 de la Banque Jurassienne d'Epargne et de Crédit, à Bassecourt, ainsi que des feuilles de coupons restants nos 22 à 34.

En conséquence, sommation est faite à toute personne qui pourrait donner des renseignements sur la disparition de ces titres de m'en faire part dans le délai de six mois dès la première publication de la présente sommation, à défaut de quoi l'annulation en sera prononcée. (617⁷)

2726 Saignelégier, le 29 mars 1984

Le président du Tribunal:
C. Wilhelm

Le juge-instructeur du district d'Entremont, à la requête de Me Edmond Sauthier, avocat, à Martigny, pour Mme Nelly Michaud, née Lötscher, au Locle, somme le détenteur du titre ci-après de le produire au greffe du Tribunal d'Entremont, à Sembrancher, dans un délai de six mois expirant le 24 octobre 1984, sous peine d'en voir prononcer l'annulation:

obligation hypothécaire au porteur de fr. 50 000.- inscrite au registre foncier sous PJ 7404/1971 de Verbier/Bagnes, débiteur: Nelly Michaud, d'Edmond Lötscher, au Locle, immeuble affecté en hypothèque: parcelle no 720 plan no 3, pré de 1124 m², taxe fr. 89 920.- de la commune de Bagnes. (616⁷)

1933 Sembrancher, le 2 avril 1984

Le juge-instructeur:
Ph. Chastellain

Il pretore di Mendrisio-sud, in relazione all'istanza 18 agosto 1983/23 gennaio 1984;

in applicazione degli art. 870 e rcl. CCS; 981 e rcl. CO; 2 LAC;

diffida lo sconosciuto detentore del titolo ipotecario di fr. 8000.-, di cui al rogito n. 1910 del notaio Avv. Giovanni Noseda, già in Chiasso, iscritto il 23 aprile 1924 (doc. giustificativo n. 64), gravante in 4° grado la part. n. 26 RFD di Vocabello, di proprietà dei signori Brodbeck Alexandra fu Paul, 1923 e Brodbeck Paul fu Paul, 1928, Vocabello, a produrlo a questa pretura entro il termine di un anno dalla prima pubblicazione della presente diffida, sotto comminatoria dell'ammortamento. (667⁷)

6850 Mendrisio, il 5 aprile 1984

Il pretore:
Avv. Flavio Cometta

**Kraftloserklärungen
Annulations - Annulamenti**

Das Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt hat mit Entscheid vom 4. April 1984 die Inhabersparhefte der Basler Kantonalbank Nrn. 42290,280.90 und 42290,281.81 nach Ablauf der Auskündigungsfrist kraftlos erklärt. (P 199/83) (675)

4001 Basel, den 9. April 1984
Zivilgericht Basel-Stadt
Prozesskanzlei

Das Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt hat mit Entscheid vom 4. April 1984 das Namensparhefte Nr. 460043 bei der Schweizerischen Depoiten- und Kreditbank, Filiale Genf, mit einem derzeitigen Saldo von Fr. 14 794.60, nach Ablauf der Auskündigungsfrist kraftlos erklärt. (P 234/83) (676)

4001 Basel, den 9. April 1984
Zivilgericht Basel-Stadt
Prozesskanzlei

Es wird kraftlos erklärt:

Schuldbrief über Fr. 5000.-, angegangen am 1. März 1933, haftend im 1. Rang auf Grundstück Nr. 64, Grundbuch Gelfingen, Dorf, der Erbgemeinschaft des Josef Schumacher. (668)

6280 Hochdorf, den 6. April 1984
Der Amtsgerichtspräsident II von Hochdorf:
Bieri

Es werden kraftlos erklärt:

Aktien Nrn. 1974, 1975, 1976 und 1977 der Bezirkskasse Laufen, Nominalwert Fr. 500.-,
Akte Nr. 3477 der Bezirkskasse Laufen, Nominalwert Fr. 500.-inkl. Coupon Nr. 16 und folgende. (670)

4242 Laufen, den 6. April 1984
Der Gerichtspräsident:
Strasser

Es werden kraftlos erklärt:

- Sparheft Nr. 23.584 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 14 387.85 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 26.101 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 2 771.45 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 34.896 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 3 128.60 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 97.670 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 7 579.75 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 58.031 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 1 035.35 per 7. 4. 1983;
- Sparheft Nr. 91.603 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 10 803.45 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 96.848 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 9 427.75 per 8. 4. 1983;
- Sparheft Nr. 34.793 Luzerner Kantonalbank, Filiale Sursee haltend Fr. 5 083.- per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 114.206 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 4 780.05 per 5. 12. 1982;
- Sparheft Nr. 131.581 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 1 595.40 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 143.437 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 1 867.90 per 6. 7. 1983;
- Sparheft Nr. 144.613 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 4 724.55 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 147.613 Luzerner Kantonalbank, Luzern haltend Fr. 14 086.80 per 17. 3. 1983;
- Sparheft Nr. 10.546 Luzerner Kantonalbank, Filiale Sursee haltend Fr. 4 357.75 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 29.990 Luzerner Kantonalbank, Filiale Sursee haltend Fr. 6 522.90 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 282 Luzerner Kantonalbank, Filiale Emmenbrücke haltend Fr. 2 748.15 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 28.221 Luzerner Kantonalbank, Filiale Emmenbrücke haltend Fr. 8 389.15 per 1. 1. 1983;
- Sparheft Nr. 4.114 Luzerner Kantonalbank, Filiale Kriens haltend Fr. 4 898.40 per 7. 3. 1983;
- Sparheft Nr. 352 Luzerner Kantonalbank, Filiale Meggen haltend Fr. 4 450.45 per 13. 7. 1983;

2 Kassenobligationen zu Fr. 1000.- der Luzerner Kantonalbank, Nrn. 605828/829, Zinssatz 5%, ohne Kündigung fällig am 19. Juli 1987, mit Jahrescoupons per 19. Juli 1983 und folgende. (677)

6000 Luzern, den 6. April 1984
Der Amtsgerichtspräsident I von Luzern-Stadt: Fischer

Par jugement du 6 avril 1984 et en vertu de l'art. 871 CCS, 981ss CO, 2 Li CCS, le président II du Tribunal de Delémont a prononcé l'annulation des cédules hypothécaires de:

fr. 6000.-, taux 6%, inscrite le 24 février 1948, à série IIg/6307, au profit de Denise Jacquemai et consorts;
fr. 3500.-, taux 7%, inscrite le 28 novembre 1949, à série IIg/7169, au profit de la Banque cantonale du Jura,
grevant respectivement en 2e et 3e rangs l'immeuble flt 62 du ban de Delémont, rue des Martins 17, appartenant à Mmes Hélène Jacquemai, Renée Siegel et Suzanne Mc Neely. (671)

2800 Delémont, le 6 avril 1984
Le président II du Tribunal:
Pierre Lachat

Le 3 avril 1984, j'ai prononcé l'annulation du titre suivant:

livret d'épargne au porteur no 74 194 Crédit Foncier Vaudois - Caisse d'épargne cantonale vaudoise, créancier de fr. 3859.20, créé le 1er décembre 1975, propriété de dame Yvonne Pichonnat. (669)

1003 Lausanne, le 3 avril 1984
Le président du Tribunal civil du district de Lausanne:
M.-A. Pellet

**Andere gesetzliche Publikationen
Autres publications légales
Altre pubblicazioni legali**

**Anmeldung eines Luftfahrzeuges zur Aufnahme
in das Schweizerische Luftfahrzeugbuch**

Die Air Zermatt AG, 3920 Zermatt, meldet den Helikopter SA 319B Alouette III, Werknummer 2211, Immatriculation HB-XOL, zur Aufnahme in das Schweizerische Luftfahrzeugbuch (Register für Luftfahrzeughypotheken) an.

Nach Art. 11 Abs. 1 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über das Luftfahrzeugbuch (LBV; SR 748.217.11) sind binnen 30 Tagen schriftlich und im Doppel beim Bundesamt für Zivilluftfahrt, 3003 Bern, anzumelden:

- a. allfällige Einsprachen gegen die Aufnahme des Luftfahrzeuges unter Angabe der Gründe;
- b. allenfalls bestehende dingliche Rechte, Ansprüche auf Begründung dinglicher Rechte oder auf Eintragung einer Vormerkung, unter Angabe der Beweismittel und Vorlage allfälliger Urkunden, ansonst Verzicht auf das dingliche Recht oder die Eintragung einer Vormerkung angenommen wird. (A587)

3003 Bern, den 4. April 1984
Bundesamt für Zivilluftfahrt
Der Verwalter des Luftfahrzeugbuches:
U. Adam

Schiffsregister des Kantons Basel-Stadt

Aufnahme ins Schiffsregister. Schwimmbagger «Pioniere», Reg. Nr. 1388. Eigentümer: Kraftwerk Birsfelden AG, in Birsfelden BL. (A617)
4051 Basel, den 26. März 1984
Schiffsregisteramt Basel

Streichung im Schiffsregister. Güterschubleichter «Duo», Reg. Nr. 1410. Eigentümer: Mont-Blanc Schifffahrt AG, in Unterägeri. (A618)
4051 Basel, den 4. April 1984
Schiffsregisteramt Basel

Streichung im Schiffsregister. Motorfrachtschiff «Maria S», Reg. Nr. 1195. Eigentümer: Lord-Binnenschifffahrt AG, in Basel. (A619)
4051 Basel, den 4. April 1984
Schiffsregisteramt Basel

Streichung im Schiffsregister. Gütermotorschiff «Nelson», Reg. Nr. 1354. Eigentümer: M.S. Nelson Basel AG, in Basel. (A620)
4051 Basel, den 4. April 1984
Schiffsregisteramt Basel

**Divieto di riaprire un negozio in seguito
a liquidazione**

(Ordinanza del Consiglio federale sulle liquidazioni del 16 aprile 1947/15 marzo 1971)

La signora Liliana Trincado, via Besso 43, Lugano, è autorizzata a procedere alla liquidazione totale della merce esistente nella sua Boutique L'Angolo, situato in via Cortivallo 3, a Lugano-Besso (genere del negozio: abbigliamento).

Il divieto di riaprire un negozio dello stesso genere si estende fino al 30 settembre 1989. (A622)

6501 Bellinzona, il 29 marzo 1984
Dipartimento dell'economia pubblica

Il signor Alberto Sisini, via Pollini 13, 6850 Mendrisio, è autorizzato a procedere alla liquidazione totale della merce esistente nel suo negozio Gli Sbarazzini, situato in corso Bello 1, a Mendrisio.

Il divieto di riaprire un negozio dello stesso genere si estende fino al 30 aprile 1989. (A621)

6501 Bellinzona, il 2 aprile 1984
Dipartimento dell'economia pubblica

Compadec SA in Liq., Basel

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 2. April 1984 ist die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen worden. Zum Liquidator wurde Dr. Leo Fromer, in Basel, ernannt.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche bis spätestens 8. Juni 1984 beim Liquidator, Dr. Leo Fromer, St. Jakobs-Strasse 7, 4002 Basel, anzumelden. (A580¹)

4002 Basel, den 2. April 1984
Compadec SA in Liq.
Der Liquidator

**Grubplatz Immobilien AG, in Liquidation,
Bischofszell**

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung vom 23. Februar 1984 hat die Auflösung beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche innert 10 Tagen, nach der dritten Veröffentlichung dieses Schuldensrufes, schriftlich am Domizil der Gesellschaft, Grubplatz Immobilien AG, in Liquidation, 9220 Bischofszell, einzureichen. (A550²)

9220 Bischofszell, den 26. März 1984
Die Liquidatoren

Stelgar AG, Chur

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre vom 9. Januar 1984 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden hiermit mit Hinweis auf Art. 742 und 745 OR aufgefordert, ihre Ansprüche bis spätestens einen Monat nach der dritten Veröffentlichung in schriftlicher Form und mit Begründung beim Liquidator Dr. Plinio Pianta, Brusio, anzumelden. (A590²)

7743 Brusio, den 3. April 1984
Der Liquidator

Beta Trading A.G. in Liquidation, Zug

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden gemäss Art. 742 OR aufgefordert, ihre Forderungen und sonstigen Ansprüche unverzüglich schriftlich mit Begründung beim Liquidator der Gesellschaft RA Fabrizio Pessina, Via Volta 16, 6830 Chiasso, anzumelden. (A601²)

6830 Chiasso, den 4. April 1984
Der Liquidator:
RA F. Pessina

Nencki AG, Langenthal

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Art. 733 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ordentliche Generalversammlung der Gesellschaft vom 4. April 1984 hat beschlossen, das Grundkapital der Gesellschaft von bisher Fr. 4 500 000.- auf Fr. 2 500 000.- herabzusetzen und zwar durch Annullierung und Rückzahlung von 2000 Inhaberaktien zu Fr. 1000.- nominal.

Durch einen besonderen Revisionsbericht ist festgestellt, dass die Forderungen der Gläubiger auch nach durchgeführter Herabsetzung des Grundkapitals voll gedeckt sind.

Gemäss Art. 733 OR wird hiermit den Gläubigern der Gesellschaft bekanntgegeben, dass sie binnen 2 Monaten, von der 3. Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt an gerechnet, ihre Forderungen anmelden und Befriedigung oder Sicherstellung verlangen können. Die Anmeldung hat an die Nencki AG, Gaswerkstrasse 27, 4900 Langenthal, zu erfolgen. (A589²)

4900 Langenthal, den 4. April 1984
Der Verwaltungsrat

Kwag Holding AG (Kwag Holding SA) (Kwag Holding Ltd.), Rotkreuz, Gemeinde Risch

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Art. 733 OR

Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Kwag Holding AG, in Rotkreuz, vom 30. März 1984, hat beschlossen, das Aktienkapital der Gesellschaft von Fr. 5 600 000.- auf Fr. 100 000.- herabzusetzen durch Rückzahlung und Vernichtung von 55 000 Namenaktien zu je Fr. 100.- nominell = Fr. 5 500 000.-.

Gemäss Art. 733 OR wird hiermit den Gläubigern bekanntgegeben, dass sie binnen 2 Monaten von der dritten Bekanntmachung an gerechnet mittels Anmeldung ihrer Forderungen bei der Firma Curator Revision, Freigutstrasse 27, 8039 Zurich, Befriedigung oder Sicherstellung verlangen können. (A569¹)

6343 Rotkreuz, den 30. März 1984
Die Verwaltung der Kwag Holding AG

Imextrans AG, Hergiswil NW

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Generalversammlung vom 13. Januar 1984 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche unverzüglich spätestens aber innert 30 Tagen seit der dritten Veröffentlichung dieses Schuldensrufes schriftlich beim Liquidator der Gesellschaft, Dr. Bruno Geiser, Rechtsanwalt, 6370 Stans, anzumelden. (A568¹)

6370 Stans, den 30. März 1984
Der Liquidator

**AMC Amalgamated Metal Corporation AG
in Liq., Zug**

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 3. April 1984 ist die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen worden. Zum Liquidator wurde Herr Dr. Hermann Schultheiss ernannt.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche bis spätestens 8. Juni 1984 beim Liquidator, Dr. Hermann Schultheiss, St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879, 4002 Basel, anzumelden. (A579¹)

6300 Zug, den 4. April 1984
AMC Amalgamated Metal Corporation AG in Liq.
Der Liquidator

Ratiomed AG in Liquidation, Zürich

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ordentliche Generalversammlung vom 10. Mai 1983 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche innerhalb von 30 Tagen seit der dritten Veröffentlichung dieses Schuldenrufes in schriftlicher Form und mit Begründung beim Liquidator, Hans-Rudolf Zellweger, Dufourstrasse 32, 8008 Zürich, anzumelden.

(A532¹)

8008 Zürich, den 23. März 1984

Der Liquidator:
Hans-Rudolf Zellweger

Olimex SA, en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 février 1984 a décidé la dissolution et l'entrée en liquidation de la société.

Les créanciers de cette dernière sont invités à produire leurs créances par écrit, en main du liquidateur, Fiduciaire Générale SA, rue d'Italie 6, 1204 Genève, jusqu'au 15 mai 1984 sous peine de forclusion.

(A581¹)

1204 Genève, le 2 avril 1984

Le liquidateur

Sogotra S.A., Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire des associés du 6 avril 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont invités à faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis au siège de la société en liquidation, à Genève, c/o Me Jean-Jacques Magnin, avocat, rue Charles Bonnet 2, à l'attention de Monsieur Daniel Ruchonnet, liquidateur.

(A 609¹)

1206 Genève, le 6 avril 1984

Le liquidateur

Fomec SA in Liquidation, Zürich

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung vom 21. Februar 1984 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche unverzüglich, mit Begründung, beim Liquidator der Gesellschaft, Herrn Kurt Brunschweiler, c/o Brunschweiler Treuhand AG, Dufourstr. 49, 8008 Zürich, anzumelden.

(A567¹)

8008 Zürich, den 29. März 1984

Der Liquidator:
Kurt Brunschweiler

Immobiliare Attiliuska S.A. en liquidation, Glaris

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 26 mars 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO, dans un délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains du liquidateur: la société anonyme Cofes S.A., ayant son siège à Genève, rue du Rhône 100.

(A 610¹)

1206 Genève, le 5 avril 1984

Le liquidateur:
Cofes S.A.

Sucroco S.A., en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

Lors de son assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 mars 1984, la société a décidé sa dissolution.

Ses créanciers sont sommés de faire connaître leurs réclamations conformément à l'art. 742 CO, dans le délai d'un mois dès la 3^e publication de cet avis, en main du liquidateur, M. Raymond Van Muyden, chez la Fiduciaire Ratio S.A., rue du Stand 40, à Genève.

(A583¹)

1200 Genève, le 6 avril 1984

Le liquidateur:
Raymond Van Muyden

Velstaf AG in Liquidation, Zug

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung vom 13. März 1984 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche unverzüglich, mit Begründung, beim Liquidator der Gesellschaft, Herrn Peter Leuthold, c/o Brunschweiler Treuhand AG, Dufourstrasse 49, 8008 Zürich, anzumelden.

(A566¹)

8008 Zürich, den 29. März 1984

Der Liquidator:
Peter Leuthold

Pasthold S.A. en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 14 mars 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO, dans un délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains de la liquidatrice: La Fiduciaire de la Corratierie S.A. ayant son siège à Genève, rue de la Corratierie 10.

(A 611¹)

1206 Genève, le 5 avril 1984

La liquidatrice:
La Fiduciaire de la Corratierie S.A.

Miasca Invest Finance SA, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 5 avril 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, au siège de la société en liquidation, à M. Armand Zufferey, c/o Banque du Rhône et de la Tamise SA, quai de l'île 13, à Genève.

(A624¹)

1200 Genève, le 9 avril 1984

Le liquidateur

S.I. Résidence Meurice en liquidation, Les Diablerets

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

Suivant décision de son assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 6 février 1984, la société a décidé sa dissolution.

Les créanciers éventuels sont priés de produire leurs créances et toutes pièces justificatives par écrit, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains de: Etude Jean-Claude Ansermoz, notaire, rue Farel 9, 1860 Aigle.

(A584¹)

1860 Aigle, le 6 avril 1984

Au nom des liquidateurs:
J.-Cl. Ansermoz, notaire

Société Financière et Immobilière Keramoor S.A. en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 21 mars 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO, dans un délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains du liquidateur: Maître Benjamin Sache, notaire, à Genève, rue Toepffer 5.

(A 612¹)

1206 Genève, le 5 avril 1984

Le liquidateur:
Benjamin Sache

La Vaudaire, société de participation et de gestion S.A. en liquidation, Lausanne

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 janvier 1984 a prononcé la dissolution de la société et son entrée en liquidation.

Les créanciers éventuels sont invités à produire leurs créances par écrit et accompagnées des pièces justificatives dans un délai d'un mois à compter de la troisième publication en mains de la liquidatrice, Fiduciaire Dreyfus et Zurbuchen S.A., à Lausanne, place du Grand-Saint-Jean 1.

(A595¹)

1003 Lausanne, le 1er mars 1984

La liquidatrice

Société Coopérative Immobilière et de Services Hôteliers, Les Diablerets-Les Ormonts, en liquidation, Les Diablerets

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 913, 742 et 745 CO

Troisième publication

Suivant décision de son assemblée générale extraordinaire du 6 février 1984, la société a décidé sa dissolution.

Les créanciers éventuels sont priés de produire leurs créances et toutes pièces justificatives par écrit, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains de: Etude Jean-Claude Ansermoz, notaire, rue Farel 9, 1860 Aigle.

(A585¹)

1860 Aigle, le 6 avril 1984

Au nom des liquidateurs:
J.-Cl. Ansermoz, notaire

Advitechnic S.A., en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 13 mars 1984, la société a décidé sa dissolution et ne subsiste plus que pour sa liquidation opérée sous la raison sociale «Advitechnic S.A., en liquidation».

Les créanciers et les débiteurs sont invités à produire leurs créances ou leurs dettes, dans un délai d'un mois dès la troisième publication, sous peine de forclusion, auprès du liquidateur, M. Edouard Bollinger, Fiduciaire Fischer S.A., route de Frontenex 62, 1211 Genève 6.

(A 606¹)

1211 Genève, le 6 avril 1984

Le liquidateur

Tropibois GmbH in Liquidation (Tropibois S. à r. l. en liquidation), Zug

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 823, 742 et 745 CO

Deuxième publication

L'assemblée générale extraordinaire des associés du 28 mars 1984 a décidé la dissolution et l'entrée en liquidation de la société.

Les créanciers éventuels sont invités à produire leurs créances par écrit, avec pièces justificatives, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis entre les mains des liquidateurs de la société en liquidation, c/o Mandataria Fiduciaire S.A., rue Saint-Pierre 3, 1003 Lausanne.

(A603¹)

1003 Lausanne, le 28 mars 1984

Les liquidateurs

Fonds de prévoyance en faveur de la maison Streichenberger, société anonyme, Chêne-Bourg

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

La fondation étant dissoute conformément à l'art. 88 CCS, le conseil de fondation procède à la liquidation de cette institution, conformément au plan de répartition approuvé par le service de surveillance des fondations et déposé chez Streichenberger SA, rue de Genève 88, 1225 Chêne-Bourg.

Les créanciers et ayants droit éventuels sont invités à faire valoir leurs créances et prétentions avec justificatifs à l'appui dans le plus bref délai, mais au plus tard le 15 mai 1984 auprès de Streichenberger SA, rue de Genève 88, 1225 Chêne-Bourg.

(A 575¹)

1225 Chêne-Bourg, le 5 mars 1984

Le conseil de fondation

Interseal S.A., Vevrier

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 5 avril 1984, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels de la société sont invités à faire connaître leurs réclamations selon l'art. 742 CO dans un délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en mains du liquidateur, M. Michel Haessig, chemin Sur-Rang 25A, 1234 Vevry.

(A 608¹)

1205 Genève, le 6 avril 1984

Le liquidateur

Productions Phonographiques Vogue S.A., Montreux

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Première publication

Selon procès-verbal de son assemblée générale extraordinaire du 4 avril 1984, la société a décidé sa dissolution et son entrée en liquidation sous la raison sociale Productions Phonographiques Vogue S.A., en liquidation.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances d'ici au 15 mai 1984 par écrit, accompagnées des pièces justificatives, auprès du liquidateur de la société M. Roland Lavanchy; p.a. Intermandat S.A., Société Fiduciaire, à Lausanne, rue du Petit-Chêne 38.

(A 604¹)

1000 Lausanne, le 4 avril 1984

Productions Phonographiques
Vogue S.A., en liquidation
Le liquidateur: R. Lavanchy

Résidence de Pierra-Mur en liquidation, Morges

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 24 janvier 1984 a décidé la dissolution de la société et son entrée en liquidation.

En conséquence, les créanciers éventuels de la société sont invités à produire leurs créances et toutes pièces justificatives, selon l'art. 742 CO, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, en main du liquidateur: M. Michel Von Auw, chemin du Point-du-Jour 6, 1110 Morges. (A586¹)

1110 Morges, le 3 avril 1984

Le liquidateur

S.I. Kathrine A S.A. en liquidation, Lausanne

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 23 août 1983 a prononcé la dissolution de la société et son entrée en liquidation.

Les créanciers éventuels sont invités à produire leurs créances par écrit et accompagnées des pièces justificatives dans un délai d'un mois à compter de la troisième publication en main du liquidateur, M. Jean-Pierre Defago, Cabinet fiscal, avenue Général-Guisan 111, 1009 Pully. (A582¹)

1009 Pully, le 3 avril 1984

Le liquidateur

The Capillary Development SA, Sion

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

Par décision de l'assemblée générale du 21 octobre 1974, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs prétentions, conformément à l'art. 742 CO, dans le délai d'un mois, dès la troisième publication de cet avis à: Etude de Me Roger Taugwalder, rue du Seex, 1950 Sion. (A591¹)

1950 Sion, le 10 avril 1984

Le liquidateur

Syndicat d'élevage bovin d'Yvonand, en liquidation, Yvonand

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 913, 742 et 745 CO

Deuxième publication

Par décision du 5 avril 1979, le Syndicat d'élevage bovin d'Yvonand a prononcé sa dissolution et son entrée en liquidation.

Les créanciers éventuels sont invités à produire leurs créances dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis auprès de M. Alfred Genillod, 1462 Yvonand. (A602¹)

1462 Yvonand, le 30 mars 1984

A. Genillod

Grand Vignoble de Vers-Pierraz, Yvorne Suard S.A., Nyon

Appel aux créanciers par suite de fusion conformément à l'art. 748 CO

Deuxième publication

Par décision des organes compétents, les deux sociétés «Grand Vignoble de Vers-Pierraz, Yvorne» et «Suard S.A.» ont fusionné. La fusion a eu lieu le 1er janvier 1984 par absorption, la société «Grand Vignoble de Vers-Pierraz, Yvorne» reprenant les actifs et les passifs de la société «Suard S.A.».

Les créanciers éventuels de la société «Suard S.A.» sont sommés de faire connaître leurs réclamations dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis à la société «Grand Vignoble de Vers-Pierraz, Yvorne», pour adresse «Obrist S.A.», avenue Reller 26, 1804 Corsier-sur-Vevy. (A592¹)

1853 Yvorne, le 3 avril 1984

Grand Vignoble de Vers-Pierraz, Yvorne

Zerynthia S.A. in liquidazione, Chiasso

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Seconda pubblicazione

L'assemblea generale degli azionisti ha deciso lo scioglimento e messa in liquidazione della società.

Tutti i creditori sono invitati a produrre i loro crediti o altre pretese per iscritto con relative pezze giustificative al liquidatore della società: Avv. Fabrizio Pessina, via Volta 16, 6830 Chiasso. (A600¹)

6830 Chiasso, il 5 aprile 1984

Il liquidatore:
Avv. Fabrizio Pessina**Tortuga S.A. in liquidazione, Roveredo GR**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Terza pubblicazione

L'assemblea generale straordinaria degli azionisti del 28 marzo 1984 ha deliberato lo scioglimento della società.

Eventuali creditori della società sono diffidati a notificare i loro crediti entro un mese al liquidatore della società, via Simen 3, 6904 Lugano. (A570¹)

6904 Lugano, il 29 marzo 1984

Il liquidatore:
Franco Bertoni**Foods and Spirits Merchants Ltd. in liq., Roveredo GR**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Prima pubblicazione

L'assemblea generale straordinaria degli azionisti del 4 aprile 1984 ha deliberato lo scioglimento della società.

Eventuali creditori della società sono diffidati a notificare i loro crediti entro un mese al liquidatore della società, via Simen 3, 6904 Lugano. (A 605¹)

6904 Lugano, il 4 aprile 1984

Il liquidatore:
Franco Bertoni**HS Seafood Ltd. in liquidazione, Lugano**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Prima pubblicazione

Con decisione assembleare del 5 aprile 1984 la società ha deciso lo scioglimento e la messa in liquidazione.

I creditori della società vengono con la presente invitati a notificare i loro crediti al liquidatore signor Hans Dermont, c/o Coge-Fidam S.A., via G. Canevascini 26, 6900 Lugano, nel termine di un mese dalla terza pubblicazione del presente avviso. (A 607¹)

6900 Lugano, il 5 aprile 1984

Il liquidatore unico:
Hans Dermont**Rucri S.A., Cama**

Riduzione del capitale sociale e diffida ai creditori a senso dell'art. 733 CO

Seconda pubblicazione

L'assemblea generale straordinaria del 20 marzo 1984 della società ha deliberato di ridurre il capitale sociale da fr. 370 000.- a fr. 50 000.- mediante il rimborso e annullamento di 320 azioni (dal n. 51 al n. 370) per complessivi fr. 320 000.-.

Gli eventuali creditori della società vengono invitati a senso dell'art. 733 CO a voler notificare, entro due mesi dalla terza pubblicazione, i loro crediti.

La notifica dovrà essere fatta per lettera raccomandata alla Rucri S.A., c/o Avv. Giuseppe Monti, via Ciseri 6, Lugano. (A594¹)

6900 Lugano, il 10 aprile 1984

Rucri S.A.

«Holdfins» Finanziaria Settentrionale Holding Investimenti e partecipazioni SA, Lugano

Riduzione del capitale sociale e diffida ai creditori a senso dell'art. 733 CO

Prima pubblicazione

Con decisione del 6 aprile 1984, l'assemblea generale della «Holdfins» Finanziaria Settentrionale Holding Investimenti e partecipazioni SA, Lugano, ha deliberato di ridurre il proprio capitale sociale da fr. 200 000.- a fr. 50 000.- mediante rimborso e annullamento di 150 azioni di fr. 1000.- cadauna (art. 732 CO).

I creditori vengono informati che, nei due mesi successivi alla terza pubblicazione sul Foglio ufficiale svizzero di commercio, essi potranno produrre i loro crediti ed esigere di essere soddisfatti o garantiti (art. 733 CO). (A626¹)

6900 Lugano, il 12 aprile 1984

«Holdfins» Finanziaria Settentrionale
Holding Investimenti e partecipazioni SA**Neon Frontini SA, Lugano**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Terza pubblicazione

Con delibera assembleare del 28 novembre 1983 si è deciso lo scioglimento e la messa in liquidazione della società.

I creditori della società vengono con la presente invitati a notificare i loro crediti in conformità a quanto previsto dagli art. 742 e 745 CO entro un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, sotto pena di perenzione.

Le notifiche dovranno essere inviate al seguente indirizzo: Neon Frontini SA in liquidazione, Lugano, c/o Josef Zahner, Helsbergstrasse 5, 9430 St. Margrethen. (A571¹)

9430 St. Margrethen, il 27 marzo 1984

Il liquidatore:
Josef Zahner**Plastotess AG (Plastotess SA) in liquidazione, San Vittore**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Seconda pubblicazione

Con decisione assembleare del 22 marzo 1984 la società ha deciso lo scioglimento e la messa in liquidazione.

I creditori della società vengono con la presente invitati a notificare i loro crediti in conformità a quanto previsto dagli art. 742 e 745 CO, entro il 5 maggio 1984.

Le notifiche dovranno essere inviate all'indirizzo del liquidatore, signor Aurelio Succetti, 6534 San Vittore GR. (A593¹)

6534 San Vittore, il 22 marzo 1984

Il liquidatore:
Aurelio Succetti**Interatlantic A.G. in liquidazione, Zugo**

Scioglimento di società e diffida ai creditori a senso degli art. 742 e 745 CO

Prima pubblicazione

L'assemblea generale straordinaria degli azionisti in data 29 febbraio 1984 ha deciso lo scioglimento della società e la sua messa in liquidazione.

I creditori della società sono invitati a notificare i loro crediti al Dott. Luigi Ottaviani, via al Forte 3, 6901 Lugano, nel termine di un mese dalla terza pubblicazione. (A625¹)

6300 Zugo, il 9 aprile 1984

Il liquidatore

Ediktalladung

Die nachstehend genannte verschwundene oder abwesende Person sowie jedermann, der Nachrichten über dieselbe geben kann, wird hiermit öffentlich aufgefordert, sich innert der nachgenannten Frist zu melden, ansonst die verschwundene oder abwesende Person für verschollen erklärt würde (Art. 35-38 ZGB):

Sommerhalder Isolde,

geb. 1927 oder 1928, Tochter des Sommerhalder Max und der Isolde geborene Aneveld, von Burg. Die Genannte ist seit dem Jahre 1937 nachrichtenlos abwesend.

Anmeldefrist beim Bezirksgericht Kulm bis 17. April 1985. (A623¹)

5726 Unterkulm, den 12. April 1984

Bezirksgericht Kulm

Aufforderung gemäss Art. 89, bzw. Art. 90, lit. h HRegVMedi-Assistent AG, in Richterswil
Sinodor AG in Liquidation, in Zürich
Point-Sports GmbH in Liquidation, in Dietikon

Ein allfälliges Interesse an der Aufrechterhaltung der Einträge ist innert 30 Tagen uns gegenüber geltend zu machen, widrigenfalls sie von Amtes wegen gelöscht werden. (A615)

8022 Zürich, den 6. April 1984

Handelsregisteramt
des Kantons Zürich**Sommaton selon art. 89 ORC**

Toute personne qui prétendrait avoir intérêt au maintien de l'inscription de la société anonyme

Baltin SA, en liquidation

est invitée par la présente publication à faire valoir ses motifs par écrit à l'office soussigné dans les trente jours. A défaut, la société sera radiée d'office. (A616)

1211 Genève, le 12 avril 1984

Office cantonal du registre du commerce
case postale 716, 1211 Genève 3
Le préposé: Eric Portier**Sommaton selon art. 89 ORC**

Les créanciers et actionnaires de la société anonyme

Multicolor S.A., à Lausanne,

ainsi que tous tiers intéressés, sont sommés d'invoquer, dans les trente jours dès la présente publication, leur intérêt au maintien de la société précitée, en s'adressant par écrit au registre du commerce de Lausanne, case postale 3660, 1002 Lausanne.

Cette inscription sera sinon radiée d'office, en application de l'art. 89 ORC. (A614)

1002 Lausanne, le 6 avril 1984

Registre du commerce du district de Lausanne:
Christian Simone, préposé

Bilanzen - Bilans - Bilanci

Nordfinanz-Bank, Zürich

Bilanz per 31. Dezember 1983
(nach Gewinnverteilung)

Aktiven	Fr.		Passiven	Fr.	
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben		40 258 947.—	Bankenkreditoren auf Sicht		20 532 617.08
Bankendebitoren auf Sicht		46 847 091.50	Bankenkreditoren auf Zeit		1 137 129 117.96
Bankendebitoren auf Zeit		958 088 914.98	— davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	733 834 217.21	
— davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	595 252 886.07		Kreditoren auf Sicht		126 179 183.63
Wechsel und Geldmarktpapiere		293 415 668.19	Kreditoren auf Zeit		665 149 790.82
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung		39 168 771.10	— davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	489 637 268.36	
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung		26 829 184.18	Depositen- und Anlagekonten		41 370 470.17
— davon mit hypothekarischer Deckung	1 242 558.52		Kassenobligationen		78 728 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung		217 727 962.45	Obligationen-Anleihe		135 000 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung		512 815 567.38	— davon mit Rangrücktritt	25 000 000.—	
— davon mit hypothekarischer Deckung	21 103 670.—		Sonstige Passiven		146 495 887.59
Kontokorrent-Kredite und Darlehen an öffentlich-rechtliche Körperschaften		97 853 219.34	Dividende		14 300 000.—
Wertschriften		240 551 764.—	Aktienkapital		65 000 000.—
Dauernde Beteiligungen		10 110 081.50	Gesetzliche Reserven		26 100 000.—
Bankgebäude		11 130 000.—	Spezial-Reserven		117 700 000.—
Sonstige Aktiven		80 131 684.03	Gewinnvortrag		1 243 788.40
		2 574 928 855.65			2 574 928 855.65
			Kautionen		221 124 804.51

Crédit Lyonnais, Agences de Genève et de Zurich

Bilan au 31 décembre 1983
(avant répartition)

Actif	Fr.		Passif	Fr.	
1.1 Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux		39 244 339.—	2.1 Engagements en banque à vue		21 332 764.75
1.2 Avoirs en banque à vue		25 745 890.10	2.1.1 — dont les engagements auprès du siège central, des autres succursales et banques affiliées	6 993 723.46	
1.2.1 — dont avoils auprès du siège central, des autres succursales et banques affiliées	6 056 058.15		2.2 Engagements en banque à terme		642 746 688.22
1.3 Avoirs en banque à terme		482 004 337.58	2.2.1 — dont les engagements auprès du siège central, des autres succursales et banques affiliées	225 157 731.73	
1.3.1 — dont avoils auprès du siège central, des autres succursales et banques affiliées	120 529 017.10		2.2.2 — dont jusqu'à 90 jours d'échéance	209 580 190.30	
1.3.2 — dont jusqu'à 90 jours d'échéance	331 795 196.82		Créanciers à vue		186 322 483.93
1.4 Effets de change et papiers monétaires		9 128 094.72	2.3.1 — dont les engagements auprès des sociétés affiliées	548 705.05	
1.5 Comptes courants débiteurs en blanc		26 620 191.81	2.4 Créanciers à terme		164 529 567.57
1.5.1 — dont avoils auprès des sociétés affiliées	560 286.67		2.4.1 — dont jusqu'à 90 jours d'échéance	84 801 808.01	
1.6 Comptes courants débiteurs gagés		116 780 156.40	2.6 Livrets et carnets de dépôts		6 088 358.28
1.7 Avances et prêts à terme fixe en blanc		170 270 993.57	2.10 Acceptations et billets à ordre		1 817 030.29
1.7.1 — dont avoils auprès des sociétés affiliées	9 172 328.50		2.12 Autres passifs		28 581 027.63
1.8 Avances et prêts à terme fixe gagés		59 861 399.91	2.13 Capital		135 000 000.—
1.8.1 — dont garantis par hypothèque	1 066 000.—		2.14 Réserve légale		4 574 500.—
1.9 Crédits en comptes courants et prêts à des collectivités de droit public		47 573 924.75	2.16 Comptes de pertes et profits: Bénéfice de l'exercice		7 556 830.15
1.11 Titres		92 339 102.—			
1.13 Immeubles à l'usage de la banque		3 580 800.—	2.17 Total du bilan		1 198 549 250.82
1.15 Autres actifs		125 400 020.98			
1.18 Total du bilan		1 198 549 250.82			
Récapitulation des avoils auprès du siège central, des autres succursales et des banques affiliées (rubriques 1.2.1, 1.3.1, 1.5.1, 1.7.1)		Fr.	Récapitulation des engagements auprès du siège central, des autres succursales et des sociétés affiliées (rubriques 2.1.1, 2.2.1, 2.3.1, 2.6.1)		Fr.
Total des actifs		136 317 690.42	Total des passifs		232 700 160.24
Etat des titres		Fr.	Engagements par avals, cautionnements et garanties, accredités		Fr.
Obligations suisses:			— dont envers le siège central, les autres succursales, les banques et les sociétés affiliées	1 500 440.45	618 916 948.79
Confédération	10 484 025.—		Engagements par endossement d'effets réescomptés, engagements de versements sur actions et créances ou engagements résultant d'opérations fermes, sur titres et métaux précieux		—
Cantons et communes	403 585.—	15 241 235.—			
Banques	3 029 375.—				
Sociétés financières	1 324 250.—				
Lettres de gage suisses		94 000.—			
Actions suisses et autres titres suisses de participation: Entreprises industrielles		5 670 450.—			
Obligations étrangères:					
Collectivités de droit public	24 265 045.—	71 333 417.—			
Autres	47 068 372.—	92 339 102.—			
	Fr.	Fr.			
Montant des actifs à l'étranger		657 844 000.52			
— dont avoils en banque jusqu'à 90 jours d'échéance	292 476 486.54				
à plus de 90 jours d'échéance	146 117 664.77				
Charges		Fr.	Produits		Fr.
Intérêts débiteurs		78 304 635.42	Intérêts créditeurs		82 031 780.58
Commissions		2 093 712.26	Produits des effets de change et papiers monétaires		5 238 107.19
Organes de la banque et personnel		10 651 502.83	Commissions		15 714 406.37
Contributions aux institutions de prévoyance en faveur du personnel		698 112.66	Produits des opérations sur devises et métaux précieux		4 199 698.01
Frais généraux et de bureau		5 704 684.56	Produits des titres		7 492 850.16
Impôts		327 195.05	Divers		274 847.05
Pertes, amortissements et provisions		9 615 016.43			
Bénéfice net		7 556 830.15	Total		114 951 689.36
Total		114 951 689.36			
			Répartition du bénéfice net		Fr.
			Intérêts versés au capital de dotation		6 750 000.—
			Attribution à la réserve légale		379 000.—
			A disposition du siège central		427 830.15
					7 556 830.15

Mitteilungen Communications Comunicazioni

Ordonnance régissant le prélèvement d'un droit de douane supplé- mentaire sur les importations de légumes congelés

du 28 mars 1984

Le Conseil fédéral suisse,

vu les articles 23 et 117 de la loi sur l'agriculture¹⁾,
arrête:

Article premier Principe

¹ Un droit de douane supplémentaire de 100 francs par 100 kilogrammes bruts est prélevé sur les importations de pois, haricots, carottes, épinards, choux de Bruxelles, brocolis, choux-fleurs, pois mange-tout, scorsonères, choux-raves, bettes, laitues, poireaux, rhubarbe, céleri, oignons comestibles et courgettes du numéro du tarif douanier²⁾ 0702.10/12, y compris les mélanges contenant 10 pour cent ou plus de ces légumes, dans la mesure où ces importations dépassent 3400 tonnes par année.

² Les quantités n'excédant pas 20 kilos bruts sont exonérées du droit de douane supplémentaire.

Art. 2 Perception

¹ Les droits de douane supplémentaires doivent être acquittés lors du dédouanement.

² Les prescriptions et les dispositions pénales de la législation douanière sont applicables.

Art. 3 Répartition et adaptation périodique de la quantité exonérée du droit de douane supplémentaire

¹ La quantité annuellement exonérée du droit de douane supplémentaire est répartie entre les différents importateurs par la Division des importations et des exportations sur ordre de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. Cette répartition est faite selon les quotes-parts individuelles au volume moyen des importations des années 1981 à 1983.

² La Division des importations et des exportations adapte périodiquement, à des intervalles de cinq années au plus, les quotes-parts individuelles aux conditions existantes. A cette fin, 15 pour cent au maximum des quantités importées seront redistribués entre les importateurs; cette répartition se fera selon les importations assujetties au droit de douane supplémentaire que les importateurs ont effectués au cours des trois années précédentes et selon la quantité de légumes de conserves indigènes transformée et/ou commercialisée par eux.

Art. 4 Quantités supplémentaires exonérées du droit de douane

¹ La Division des importations et des exportations peut octroyer des quantités exonérées supplémentaires pour des variétés et des qualités spécifiques de pois, haricots, carottes et épinards congelés. A cette fin, elle tiendra compte des besoins et de la transformation et/ou de la commercialisation des légumes de conserves indigènes, frais ou transformés.

² Lorsque les récoltes de légumes de conserves indigènes s'avèrent insuffisantes, la Division des importations et des exportations peut accorder des quantités exonérées supplémentaires à l'industrie de transformation.

³ La quantité supplémentaire exonérée du droit de douane supplémentaire est fixée par la Division des importations et des exportations d'entente avec la Commission de spécialistes pour les légumes.

Art. 5 Exécution

L'Office fédéral de l'agriculture, la Division des importations et des exportations de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures et la Direction générale des douanes sont chargés de l'exécution.

Art. 6 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1984.

28 mars 1984

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Schlumpf
Le chancelier de la Confédération, Buser

RS 632.110.72

¹⁾ RS 910.1²⁾ RS 632.10 Annexe

Ordonnance générale sur l'agriculture

Modification du 28 mars 1984

Le Conseil fédéral suisse arrête:

I

L'ordonnance générale du 21 décembre 1953¹⁾ sur l'agriculture est modifiée comme il suit:

Art. 28. 1^{er} al.

Numéro du tarif	Désignation de la marchandise
(biffer)	
ex 0702.12	Pois, cuits ou non, à l'état congelé, en récipients de 5 kg ou moins
ex 0704.10/12	Haricots séchés
ex 2002.38	Pois, préparés ou conservés sans vinaigre ni acide acétique, en récipients de 5 kg ou moins
(ajouter)	
ex 0702.10	Légumes et plantes potagères, cuits ou non, en récipients de plus de 5 kg: pois, haricots, carottes, épinards, choux de Bruxelles, brocolis, choux-fleurs, pois mange-tout, scorsonères, choux-raves, bettes, laitues, poireaux, rhubarbe, céleri, oignons comestibles et courgettes, y compris les mélanges contenant 10 pour cent ou plus de ces légumes.
ex 0702.12	Légumes et plantes potagères, cuits ou non, congelés, en récipients de 5 kg ou moins: pois, haricots, carottes, épinards, choux de Bruxelles, brocolis, choux-fleurs, pois mange-tout, scorsonères, choux-raves, bettes, laitues, poireaux, rhubarbe, céleri, oignons comestibles et courgettes, y compris les mélanges contenant 10 pour cent ou plus de ces légumes.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} mai 1984.

28 mars 1984

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Schlumpf
Le chancelier de la Confédération, Buser

¹⁾ RS 916.01

Ordonnance sur les émoluments pour la délivrance des permis, attestations et visas dans le trafic des marchandises avec l'étranger

Modification du 28 mars 1984

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'appendice de l'ordonnance du 11 mai 1983¹⁾ sur les émoluments pour la délivrance des permis, attestations et visas dans le trafic des marchandises avec l'étranger est modifié comme il suit:

Appendice (Importation)

Numéro du tarif douanier	Marchandise	Permis délivré par	Taxe	Fr.
(biffer)				
ex 0702.12	Pois, congelés	DIE	par permis	5.—
ex 0704.10/12	Haricots secs	DIE	par q brut	2.—
ex 2002.38	Conserves de petits pois	DIE	par permis	5.—
(ajouter)				
ex 0702.10	Légumes et plantes potagères, cuits ou non, congelés, en récipients de plus de 5 kg: pois, haricots, carottes, épinards, choux de Bruxelles, brocolis, choux-fleurs, pois mange-tout, scorsonères, choux-raves, bettes, laitues, poireaux, rhubarbe, céleri, oignons comestibles et courgettes, y compris les mélanges contenant 10 pour cent ou plus de ces légumes	DIE	par permis	5.—
ex 0702.12	Légumes et plantes potagères, cuits ou non, congelés, en récipients de 5 kg ou moins: pois, haricots, carottes, épinards, choux de Bruxelles, brocolis, choux-fleurs, pois mange-tout, scorsonères, choux-raves, bettes, laitues, poireaux, rhubarbe, céleri, oignons comestibles et courgettes, y compris les mélanges contenant 10 pour cent ou plus de ces légumes	DIE	par permis	5.—

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} mai 1984.

28 mars 1984

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Schlumpf
Le chancelier de la Confédération, Buser

¹⁾ RO 1983 1031

Ordonnance sur les prix et les marges de légumes congelés

du 28 mars 1984

Le Conseil fédéral suisse,

vu les articles 2, 4^e alinéa, et 16, 1^{er} et 3^e alinéas, de la loi fédérale du 21 décembre 1960¹⁾ sur les marchandises à prix protégés et la caisse de compensation des prix des œufs et des produits à base d'œufs,

arrête:

Article premier

¹ Aux fins d'éviter la formation de prix et de marges inappropriés en ce qui concerne les légumes congelés appartenant aux numéros ex 0702.10 et ex 0702.12 du tarif douanier²⁾, l'Office fédéral du contrôle des prix peut édicter des prescriptions fixant des prix et des marges maximums et prendre les mesures nécessaires à leur application.

² Les prescriptions et les mesures sont applicables aux marchandises indigènes et étrangères.

Art. 2

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1984.

28 mars 1984

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le président de la Confédération, Schlumpf
Le chancelier de la Confédération, Buser

RS 942.306

¹⁾ RS 942.30²⁾ RS 632.10 Annexe

Schweizerische Nationalbank - Ausweis vom 10. April 1984

Banque nationale suisse - Situation au 10 avril 1984

Aktiven	Actif	Fr.		Veränderungen seit dem letzten Ausweis Changements depuis la dernière situation	
		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Gold	Encaisse-or	11 903 906 919.85	—	—	—
Devisen	Devises	29 021 748 856.36	—	611 101 582.85	—
Sonderziehungsrechte	Droits de tirage spéciaux	29 946 718.76	+	646 967.20	—
Inlandportefeuille	Portefeuille suisse	—	—	—	—
- diskontierte Forderungen	- valeurs escomptées	206 219 317.70	—	2 017 769 211.50	—
- Schatzanweisungen des Bundes*)	- bons du Trésor de la Confédération*)	—	—	29 696 736.15	—
Lombardvorschüsse	Avances sur nantissement	4 910 936.64	—	2 222 981 866.16	—
Wertschriften	Titres	—	—	—	—
- deckungsfähige	- pouvant servir de couverture	41 529 200.—	—	196 000.—	—
- andere	- autres	1 574 703 401.—	+	6 675 200.—	—
Korrespondenten im Inland	Correspondants en Suisse	50 577 544.94	—	272 704 189.91	—
Sonstige Aktiven	Autres postes de l'actif	304 095 087.96	+	7 467 780.49	—
Total	Total	43 137 637 983.21			
*) inkl. Geldmarktbuchforderungen	*) y compris créances comptables à court terme				
Passiven	Passif	Fr.		Fr.	
Eigene Mittel	Fonds propres	73 000 000.—	—	—	—
Notenumlauf	Billets en circulation	23 000 764 090.—	—	508 308 540.—	—
Täglich fällige Verbindlichkeiten	Engagements à vue	—	—	—	—
- Girorechnungen von Banken, Handel und Industrie	- comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	6 905 423 906.01	—	4 278 582 259.05	—
- übrige täglich fällige Verbindlichkeiten	- autres engagements à vue	718 826 181.09	—	414 178 247.01	—
Mindestreserven von Banken auf:	Réserves minimales des banques sur:	—	—	—	—
- inländischen Verbindlichkeiten	- les engagements en Suisse	—	—	—	—
- ausländischen Verbindlichkeiten	- les engagements envers l'étranger	—	—	—	—
Verbindlichkeiten auf Zeit	Engagements à terme	—	—	—	—
- eigene Schuldverschreibungen	- bons émis par la banque	—	—	—	—
Sonstige Passiven	Autres postes du passif	12 439 623 806.11	+	61 409 407.18	—
Total	Total	43 137 637 983.21			
Offizielle Sätze	Taux officiels		‰		seit/depuis le
Offizieller Diskontsatz	Taux officiel d'escompte	4		18. 3. 1983	
Offizieller Lombardzinsfuß	Taux officiel pour avance	5½		18. 3. 1983	
Spezialdiskontsätze für Pflichtlagerwechsel	Taux spéciaux d'escompte pour effets de stocks obligatoires				
a) für Pflichtlager in Lebens- und Futtermitteln	a) pour stocks obligatoires de denrées alimentaires et fourrages	3¼		22. 3. 1983	
b) für übrige Pflichtlager	b) pour autres stocks obligatoires	4		22. 3. 1983	

Geldmarkt-Buchforderungen - Serie 1.56

Valoren-Nr. 015363

Schuldner: Schweizerische Eidgenossenschaft

Emission: 19. April 1984
 Rückzahlung: 19. Juli 1984
 Auktion: 17. April 1984
 Anmeldefrist (Schluss): 17. April 1984, 12.00 Uhr

- Die Schweizerische Eidgenossenschaft emittiert im Auktionsverfahren handelbare Geldmarkt-Buchforderungen im ungefähren Betrag von 200 Millionen Franken. Die Festsetzung des genauen Betrages erfolgt aufgrund der eingegangenen Angebote.
- Die Schweizerische Nationalbank ist mit der Durchführung der Emission betraut.
- Die Zinsvergütung erfolgt durch entsprechenden Diskontabschlag bei der Emission. Am Fälligkeitsdatum wird der Nominalbetrag, abzüglich allfälliger Verrechnungssteuer (Ziff. 15 b), zurückbezahlt.
- Die Forderungen werden öffentlich zur Zeichnung ausgeschrieben. Die Angebote müssen mittels den dafür vorgesehenen Zeichnungsscheinen in verschlossenem Couvert mit dem Vermerk «Angebot Geldmarkt-Buchforderungen» bei den Sitzen und Zweiganstalten der Schweizerischen Nationalbank eingereicht werden, und zwar bis spätestens 12.00 Uhr des Auktionstages.
- Die Schweizerische Nationalbank nimmt Direktzeichnungen von im Ausland domizilierten natürlichen oder juristischen Personen, die nicht als Bank im Sinne der ausländischen Bankengesetzgebung gelten, nur gegen Hinterlage des gezeichneten Nominalbetrages an. Diese Hinterlage hat vor Zeichnungsschluss in bar oder in einer anderen, von der Schweizerischen Nationalbank vorgängig genehmigten Form zu erfolgen.
- In den Angeboten ist der Erwerbspreis in Prozenten des Nominalbetrages (höchstens drei Dezimalstellen nach dem Komma) anzugeben. Der Mindestbetrag eines Angebots beträgt 100 000 Franken. Höhere Angebote müssen durch 100 000 Franken teilbar sein.
- Die Zuteilung erfolgt zu demjenigen Einheitspreis, bei dem der von der Emittentin gewünschte Betrag erreicht wird, nötigenfalls unter anteilsmässiger Kürzung der untersten noch berücksichtigten Preisklasse.
- Die erfolgreichen Zeichner werden über die Zuteilung schriftlich benachrichtigt. Die Liberierung der zugeordneten Beträge hat Wert Emissionstag bei der Schweizerischen Nationalbank zu erfolgen.
- Die Forderungen gegenüber der Schweizerischen Eidgenossenschaft werden durch die Liberierung der zugeordneten Beträge bei der Schweizerischen Nationalbank begründet.
- Über die Einträge im Geldmarkt-Register werden den Gläubigern Bescheinigungen ausgestellt, denen die Eigenschaft eines Beweismittels und nicht eines Wertpapiers zukommt. Die Schweizerische Nationalbank ist berechtigt, aber nicht verpflichtet, die im Register eingetragenen Personen als Gläubiger zu betrachten.
- Nach Auskunft des Sekretariats der Eidgenössischen Bankenkommision sind Geldmarkt-Buchforderungen in den Bankbilanzen unter der Rubrik 1.4 «Wechsel und Geldmarktpapiere» und auch in der Unterrubrik 1.4.1 «davon Reskriptionen und Zeichnungsscheine» auszuweisen.
- Die Geldmarkt-Buchforderungen sind übertragbar in Mindestbeträgen von 100 000 Franken bzw. einem Vielfachen davon. Im Falle einer Abtretung hat der eingetragene Gläubiger den Erwerber der Schweizerischen Nationalbank, Geldmarkt-Register, Postfach 4388, 8022 Zürich, schriftlich bekanntzugeben. Aufgrund dieser Mitteilung wird der neue Gläubiger im Register eingetragen.
- Die Rückzahlung erfolgt mit befreiender Wirkung an die drei Werttage vor Verfall im Register eingetragenen Gläubiger.
- Die Forderungen sind bei der Schweizerischen Nationalbank im Rahmen der festgelegten Limiten diskontierbar. Eine allfällige Diskontierung erfolgt nicht zum offiziellen Satz, sondern zu Ankaufpreisen, die von der Schweizerischen Nationalbank auf Anfrage bekanntgegeben werden.

15. Steuern

- Umsatzabgabe
Die gemäss vorliegendem Prospekt begründeten Geldmarkt-Buchforderungen unterliegen der eidgenössischen Umsatzabgabe nicht.
- Verrechnungssteuer
- Erhebung:
Der Diskontabschlag unterliegt der Verrechnungssteuer von 35%. Die Steuer wird bei Verfall der Geldmarkt-Buchforderung erhoben und auf den Gläubiger überwält. Die Steuer ist nicht zu entrichten, wenn die Geldmarkt-Buchforderung bei Verfall einer Bank im Sinne der inländischen oder ausländischen Bankengesetzgebung für eigene Rechnung zusetzt. Bei Abtretung einer Geldmarkt-Buchforderung kurz vor Verfall an eine Bank behält sich die Eidgenössische Steuerverwaltung vor, die Frage der Steuerumgehung zu prüfen.
- Rückerstattung:
Soweit die Steuer zu entrichten ist, steht der Anspruch auf Rückerstattung demjenigen Gläubiger zu, der im Zeitpunkt des Verfalls der Geldmarkt-Buchforderung die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt.
- Buchführung:
Zur Gewährleistung einer reibungslosen steuerlichen Kontrolle verpflichten sich die buchführungspflichtigen Inhaber von Geldmarkt-Buchforderungen, den Verkehr über gesonderte Konten zu erfassen.

Zeichnungsscheine können ab 13. April 1984 bei den Sitzen und Zweiganstalten der Schweizerischen Nationalbank bezogen werden.

Bern und Zürich, den 12. April 1984

Eidgenössisches Finanzdepartement Schweizerische Nationalbank

Créances comptables à court terme - Série 1.56

No de valeur 015363

Débiteur: Confédération suisse

Emission: 19 avril 1984
 Remboursement: 19 juillet 1984
 Date de l'appel d'offres: 17 avril 1984
 Souscription: jusqu'au 17 avril 1984, à midi

- La Confédération suisse émet selon le système d'enchères des créances comptables à court terme, négociables, pour un montant d'environ 200 millions de francs. Le montant définitif est fixé sur la base des offres reçues.
- La Banque nationale suisse est chargée de l'émission.
- Les intérêts sont payés à l'émission, sous forme d'une déduction, selon la méthode de l'escompte. A l'échéance, le montant nominal sera remboursé, sous déduction, le cas échéant, de l'impôt anticipé (voir chiffre 15 b).
- Les créances sont offertes en souscription publique. Les offres doivent être présentées au moyen du bulletin de souscription prévu à cet effet. Elles doivent parvenir à la date de l'appel d'offres, au plus tard à 12.00 heures, à l'un des comptoirs (sièges ou succursales) de la Banque nationale suisse, dans une enveloppe fermée portant la mention «offre-créances comptables à court terme».
- Les souscriptions directes provenant de personnes physiques et morales qui sont domiciliées à l'étranger et qui, au sens de la législation de leur pays, ne sont pas considérées comme des banques, sont acceptées par la Banque nationale suisse pour autant seulement qu'un dépôt de garantie égal au montant nominal souscrit soit constitué. Ce dépôt doit être effectué avant la clôture des souscriptions, en espèces ou sous une autre forme ayant reçu l'approbation de la Banque nationale suisse.

- Les offres doivent indiquer le prix d'acquisition en pour-cent du montant nominal (avec trois décimales au maximum). Le montant minimal sur lequel porte une offre est de 100 000 francs. Les offres supérieures à cette somme doivent être divisibles par 100 000 francs.
- L'attribution est effectuée à un prix unique qui doit permettre de couvrir le montant désiré par l'émettrice; si nécessaire, les attributions seront réduites proportionnellement dans la catégorie de prix la plus basse qui est encore prise en considération.
- Les souscripteurs dont les offres ont été retenues seront informés par écrit des attributions. La libération des montants attribués devra avoir lieu à la Banque nationale suisse, valeur jour d'émission.
- Les créances sur la Confédération suisse naîtront avec la libération, auprès de la Banque nationale suisse, des montants attribués.
- Un document attestant l'inscription sur le registre du marché monétaire sera délivré à chaque créancier. Ce document est un moyen de preuve et non un papier-valeur. La Banque nationale suisse est autorisée à considérer comme créanciers les personnes inscrites au registre, mais elle n'y est pas tenue.
- Selon les renseignements obtenus du secrétariat de la Commission fédérale des banques, ces créances doivent être comptabilisées, dans les bilans des banques, sous les rubriques 1.4 «Effets de change et papiers monétaires» et 1.4.1 «dont rescriptions et bons du trésor».
- Les créances comptables à court terme sont transmissibles. Les cessions doivent porter sur un montant de 100 000 francs ou sur un multiple de cette somme. En cas de cession d'une créance, le créancier inscrit au registre doit communiquer par écrit le nom de l'acquéreur à la Banque nationale suisse, Registre du marché monétaire, case postale 4388, 8022 Zurich. Cette communication permettra d'inscrire le nouveau créancier au registre.
- Les montants seront remboursés, avec effet libératoire, aux créanciers qui figureront sur le registre trois jours ouvrables avant l'échéance.
- Les créances peuvent être remises à l'escompte à la Banque nationale suisse, dans le cadre des limites fixées. Dans cette éventualité, le taux officiel ne sera pas appliqué; l'opération se déroulera à un prix d'achat que la Banque nationale suisse communiquera sur demande.

15. Impôts

a. Droit de timbre de négociation

Les créances comptables à court terme constituées conformément au présent prospectus ne sont pas soumises au droit de timbre fédéral de négociation.

b. Impôt anticipé

- Prélèvement:

Les intérêts payés sous la forme d'une déduction lors de l'émission sont soumis à l'impôt anticipé de 35%. Cet impôt est prélevé lors de l'échéance de la créance comptable à court terme et imputé au créancier. L'impôt ne doit pas être perçu lorsque, au moment de l'échéance, la créance comptable à court terme appartient en propre à une banque, au sens de la législation bancaire suisse ou étrangère. En cas de cession à une banque d'une créance comptable à court terme, dont l'échéance est proche, l'Administration fédérale des contributions se réserve le droit d'examiner si l'impôt a été éludé.

- Remboursement:

Si l'impôt est perçu, le droit au remboursement appartient à celui qui remplit les conditions légales au moment de l'échéance de la créance comptable à court terme.

- Comptabilité:

En vue de garantir un contrôle fiscal irréprochable, les détenteurs de créances comptables à court terme, qui sont obligés de tenir une comptabilité, s'engagent à passer sur des comptes spéciaux les opérations concernant ces créances.

Les bulletins de souscriptions peuvent être obtenus dès le 13 avril 1984 auprès des sièges et succursales de la Banque nationale suisse.

Berne et Zurich, le 12 avril 1984

Département fédéral des finances

Banque nationale suisse

Besuch des britischen Handelsministers

Paul Channon, Staatsminister für Handel im britischen Ministerium für Industrie und Handel, traf sich am 5. April 1984 mit Staatssekretär Cornelio Sommaruga, Direktor des Bundesamtes für Aussenwirtschaft, in Basel, anlässlich der Eröffnung der Europäischen Uhren- und Schmuckmesse.

Themen der Gespräche waren die Wirtschaftsbeziehungen innerhalb der europäischen Freihandelszone, die internationalen wirtschaftlichen Zusammenhänge, insbesondere im Rahmen des GATT, sowie die bilateralen Handelsbeziehungen.

Der ausgedehnte und intensive Meinungsaustausch liess eine weitgehende Übereinstimmung der internationalen wirtschaftspolitischen Haltung beider Länder erkennen. Auch konnte einmal mehr die Bedeutung der Handels- und Wirtschaftsbeziehungen zwischen den beiden Ländern unterstrichen werden.

Visite du Ministre britannique du commerce

Paul Channon, Ministre d'Etat britannique pour le commerce au Ministère de l'Industrie et du Commerce, et le Secrétaire d'Etat Cornelio Sommaruga, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, se sont rencontrés le 5 avril 1984, à Bâle, à l'occasion de l'ouverture de la Foire européenne de l'horlogerie et de la bijouterie.

Leurs entretiens ont porté sur les relations économiques au sein de la zone européenne de libre-échange, la coopération économique internationale – notamment dans le cadre du GATT – et les relations commerciales bilatérales.

L'échange de vues étendu et approfondi a permis de constater qu'il y avait une large convergence de la politique des deux pays au regard des développements économiques internationaux. L'importance des relations commerciales et économiques entre les deux partenaires a été soulignée une fois de plus.

Visita del Ministro britannico del commercio

Paul Channon, Ministro di Stato britannico per il commercio al Ministero dell'Industria e del Commercio si è incontrato il 5 aprile 1984 con il Segretario di Stato Cornelio Sommaruga, Direttore dell'Ufficio federale dell'economia esterna, a Basilea, in occasione dell'inaugurazione della Fiera europea degli orologi e della gioielleria.

I temi trattati durante i colloqui sono stati le relazioni economiche all'interno della zona europea di libero scambio, la cooperazione economica internazionale – in particolare nell'ambito del GATT – e le relazioni bilaterali.

L'ampio ed intenso scambio di opinioni ha permesso di constatare una larga convergenza delle rispettive politiche economiche internazionali. Una volta di più è stata sottolineata l'importanza degli scambi commerciali ed economici fra i due paesi.

GATT Code des normes: Notification 84.49

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u>
2. Organisme responsable: Ministère des transports
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Véhicules automobiles
5. Intitulé: Modification au Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles
6. Teneur: La modification proposée aurait pour effet de supprimer la mise à l'essai obligatoire des véhicules légers à moteur diesel, servant à déterminer au ralenti la teneur maximale en oxyde de carbone du gaz d'échappement.
7. Objectif et justification: Non cité
8. Documents pertinents: 1) La Gazette du Canada, Partie I, 3 mars 1984, p. 1808-1809 2) Les méthodes d'essais de sécurité des véhicules automobiles, chapitre IV, article 1101 – "Emissions des véhicules" 3) La Gazette du Canada, Partie II, après l'adoption et l'entrée en vigueur
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Non cité
10. Date limite pour la présentation des observations: 25 avril 1984
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 84.50

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>SUEDE</u>
2. Organisme responsable: Administration suédoise des télécommunications
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Téléphones sans cordon
5. Intitulé: Projet d'ordonnance sur les prescriptions techniques concernant le raccordement des téléphones sans cordon au réseau téléphonique public commuté
6. Teneur: Le projet d'ordonnance se fonde sur l'ordonnance relative aux prescriptions techniques générales concernant le raccordement des appareils des abonnés au réseau téléphonique public commuté, qui a été notifiée dans le document TBT/Notif.83.224, sur les recommandations du CCITT P.51, P.53, P.64, P.72, P.79 et G.11, ainsi que sur le projet de recommandation T/R 24-03 de la CEPT. Certaines modifications mineures par rapport aux recommandations mentionnées ci-dessus ont été apportées pour adapter la réglementation aux conditions suédoises.
7. Objectif et justification: Raisons technologiques fondamentales
8. Documents pertinents: Sera publié dans le recueil des règlements de l'Administration suédoise des télécommunications
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Adoption: 1er avril 1984 Entrée en vigueur: 1er juillet 1984
10. Date limite pour la présentation des observations: 1er avril 1984
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 84.51

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>FINLANDE</u>
2. Organisme responsable: Ministère du commerce et de l'industrie
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Cuves à pression
5. Intitulé: Décision du Ministère du commerce et de l'industrie concernant la conception et la fabrication de cuves à pression (n'existe qu'en finnois)
6. Teneur: Le règlement projeté définit les prescriptions concernant la conception, la construction, les matériaux, les essais, la fabrication ainsi que l'inspection et le contrôle des cuves à pression. La seule modification de fond aux dispositions actuelles est que les fabricants de cuves à pression importées doivent satisfaire aux prescriptions des règlements étrangers en la matière qui sont agréées par les autorités finlandaises compétentes.
7. Objectif et justification: Hygiène et sécurité du travail
8. Documents pertinents: Le projet de décision sera publié dans les "lois et règlements de la Finlande" (en finnois et en suédois). Décret 549/73 relatif aux cuves à pression
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Mai 1984 et 1er octobre 1984
10. Date limite pour la présentation des observations: 8 mai 1984
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 84.52

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>ETATS-UNIS</u>
2. Organisme responsable: Agence pour la protection de l'environnement
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Agrumes et papayes (Chapitre 8 de la NCCD)
5. Intitulé: Pesticides; dibromure d'éthylène; tolérance proposée
6. Teneur: Cet avis propose que des tolérances soient fixées pour les résidus de l'insecticide dibromure d'éthylène présents en tant que tels sur les agrumes et papayes, produits agricoles à l'état brut, ayant subi une fumigation après la récolte. Ce projet de règle propose des niveaux maximaux admissibles, qui viendraient à expiration le 1er septembre 1984, (250 parties par milliard pour le fruit tout entier, dont tout au plus 30 parties par milliard dans la pulpe comestible) pour les résidus de dibromure d'éthylène présents en tant que tels dans ou sur ces produits.
7. Objectif et justification: Santé
8. Documents pertinents: 49 FR 8407, 6 mars 1984; 40 CFR. Paraîtra dans le Federal Register après adoption.
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: A fixer
10. Date limite pour la présentation des observations: 5 avril 1984
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

Kaiser Aluminium & Chemical International N.V. Willemstad, Curaçao

5½% Anleihe 1977-92 von sFr. 60 000 000 nom.

(Valoren-Nummer 554 313)

Für die Amortisationsranche per 1. April 1984 konnten Obligationen von sFr. 3 000 000 nominal zurückgekauft werden. Somit bleiben nach dem 1. April 1984 sFr. 51 000 000 nominal Obligationen im Umlauf.

Zürich, im April 1984

Aus Auftrag:
Schweizerische Bankgesellschaft

Logis Suisse SA Wohnbaugesellschaft gesamtschweizerischer Organisationen Zürich

Einladung zur 11. ordentlichen Generalversammlung

auf Donnerstag, 14. Juni 1984, 14.30 Uhr, im Hotel Bern, 2. Stock, Zeughausgasse 9, 3015 Bern.

Traktanden:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung 1983; Bericht und Antrag der Kontrollstelle.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Rechnungsüberschusses.
3. Entlastung der verantwortlichen Organe.
4. Wahl der Kontrollstelle.
5. Verschiedenes.

Zürich, den 6. April 1984

Im Auftrag des Verwaltungsrates
Der Präsident: Dr. Ed. Leemann
Der Geschäftsleiter: U. Zwimpfer

Pilatusbahn-Gesellschaft

Die Aktionäre der Pilatusbahn-Gesellschaft werden hiermit zur

ordentlichen Generalversammlung

auf Mittwoch, 25. April 1984, 10.30 Uhr, ins Hotel Union, Luzern, eingeladen.

Traktanden:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1983.
2. Entlastung der Verwaltung.
3. Verwendung des Reingewinnes.
4. Wahlen.
5. Verschiedenes.

Geschäftsbericht, Bilanz-, Gewinn- und Verlustrechnung nebst Vorschlag der Verwaltung zur Verwendung des Reingewinnes sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 13. April 1984 an beim Sitz der Gesellschaft sowie bei der Schweizerischen Bankgesellschaft in Luzern zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auf. Bei der Schweizerischen Bankgesellschaft können vom gleichen Tag an gegen schriftlichen, mit Nummernverzeichnis versehenen Ausweis über den Aktienbesitz die Eintrittskarten zur Generalversammlung und der Geschäftsbericht bezogen werden. Am 25. April 1984 werden keine Eintrittskarten mehr ausgestellt.

Gemäss Beschluss des Verwaltungsrates haben Aktionäre, die nicht an der Generalversammlung persönlich teilnehmen oder diese vor Beendigung verlassen, keinen Anspruch auf Freibillette.

Luzern, den 20. März 1984

Der Verwaltungsrat

Kriensereggbahn AG, Kriens

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Freitag, 27. April 1984, 17 Uhr, im Kino Scala, Kriens.

Traktanden:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1983.
2. Entlastung der Verwaltung.
3. Verwendung des Reingewinnes.
4. Wahlen.
5. Verschiedenes.

Geschäftsbericht, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung nebst Vorschlag der Verwaltung zur Verwendung des Reingewinnes sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 15. April 1984 an auf dem Büro der Talstation der Kriensereggbahn in Kriens sowie bei der Zentralverwaltung, Grendelstrasse 2, Luzern, zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auf. Dasselbe können gegen Aktienausweis die Eintrittskarten bezogen werden. Am Tag der Generalversammlung werden nachmittags keine Eintrittskarten mehr ausgegeben.

6010 Kriens, den 20. März 1984

Der Verwaltungsrat

Wohlkönig Oil Trade AG, Zug

Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung

vom 25. April 1984, 14.30 Uhr, im Büro von Dr. Albert Leschhorn, Lavaterstrasse 83, 8002 Zürich.

Traktanden:

1. Neubestellung des Verwaltungsrates.
2. Diverses.

Die Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung vom 13. April 1984 gilt als annulliert.

Zürich, den 9. April 1984

Für die Verwaltung
Der Präsident des Verwaltungsrates:
Konrad Wohlkönig

Torrent-Bahnen Leukerbad-Albinen AG Leukerbad

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, den 28. April 1984, 15 Uhr, Restaurant Rinderhütte, Torrent.

Verhandlungsgegenstände:

1. Geschäftsbericht des 12. Geschäftsjahres 1983.
2. Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung und der Bilanz per 31. Dezember 1983.
3. Bericht der Kontrollstelle.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
5. Entlastung der Verwaltung.
6. Kontrollstelle.
7. Projekt für den Bau eines Parkhauses in Leukerbad (Orientierung).
8. Verschiedenes.

Der Geschäftsbericht, die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz und der Revisorenbericht sowie die Anträge über die Verwendung des Reingewinnes liegen ab 17. April 1984 am Sitz der Gesellschaft (Talstation Leukerbad) zur Einsichtnahme auf.

Die Eintrittskarten können bis zum 27. April 1984 gegen Ausweis über den Aktienbesitz bei folgenden Stellen bezogen werden (Art. 11 der Statuten):

Schweizerische Bankgesellschaft, Visp und Leukerbad
Schweizerischer Bankverein, Sitten und Leukerbad
Direktionsbüro der Torrent-Bahnen in der Talstation Leukerbad

Die Eintrittskarte berechtigt am 28. April 1984 zur freien Benützung der Transportanlagen der Gesellschaft.

Leukerbad, den 5. April 1984

Der Verwaltungsrat

SI Résidence SA

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale

le jeudi 19 avril 1984, à 15 h., à la salle de la Caisse d'Épargne du Valais, à Crans (bât. Charmettes), avec

l'ordre du jour statutaire.

Les comptes sont à la disposition des actionnaires au bureau du soussigné, route de Sion 4, Sierre, tél. 027 55 88 33.

Pour le conseil d'administration:
René Antille



BANQUE JURASSIENNE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

L'assemblée générale des actionnaires du 30 mars 1984 a décidé de distribuer un dividende brut de 12% pour l'exercice 1983.

Le coupon no 22 est payable par fr. 39.- au siège et dans les succursales de la société (fr. 60.- moins 35% d'impôt anticipé).

La direction

Fabbrica Tabacchi Brissago SA

Pagamento di dividendo

Si avvisano i Signori azionisti che, per decisione dell'assemblea generale del 6 aprile 1984, il dividendo lordo dell'esercizio 1983 è fissato in

fr. 50.- per azione.

Il pagamento avviene contro consegna della cedola n. 48 con deduzione del 35% d'imposta preventiva, in

fr. 32.50 netto per azione.

a partire dal 9 aprile 1984 presso la sede sociale o presso la sede e le filiali delle seguenti banche: Banca dello Stato del Cantone Ticino, Banca della Svizzera Italiana, Credito Svizzero, Unione di Banche Svizzere, Banca Popolare Svizzera.

Brissago, il 6 aprile 1984

Il consiglio di amministrazione

Tresore und Sicherheits- schränke

In jeder Grösse und
Preislage (auch Occa-
sionen)

Standart-Tresore,
Rötzmatt 8 4600 Olten,
Tel. 062 32 88 80 und
26 17 22

Einbanddecken für «Die Volks- wirtschaft»

Die Einbanddecken für die Monatschrift «Die Volkswirtschaft» 1983 (56. Jahrgang) können beim Verlag des Schweizerischen Handelsamtsblattes bezogen werden. Der braune Einband mit Goldprägung ist so berechnet, dass neben den 12 Monatsheften auch die der Zeitschrift beigelegten Mitteilungen der Kommission für Konjunkturfragen mitgebunden werden können.

Die Einbanddecke kann unter Vorauszahlung von Fr. 6.- auf Postcheckkonto 30-520 beim Verlag des Schweizerischen Handelsamtsblattes, Bern, bestellt werden. (Bestellung auf der Rückseite des Einzahlungscheins anbringen.)

Öffentliches Inventar - Rechnungsruf

(Art. 582 ZGB)

Erblasser:

Manser-Lucini Robert

1932, Anästhesist, von Liestal und Appenzell, in 4450 Sissach, Bergweg 34, gestorben am 18. März 1984.

Eingabefrist: für Gläubiger und Schuldner, einschliesslich Bürgschaftsgläubiger, bis 25. Mai 1984, bei Gefahr des Ausschlusses der Gläubiger gemäss Art. 590 ZGB.

Im weiteren wird auf die Publikation im Basellandschaftlichen Amtsblatt verwiesen.

Sissach, den 9. April 1984

Erbchaftsamt Sissach

SÄCKE/EMBALLAGEN

aus Polypropylengewebe
atmend oder dicht, die
ideale, preisgünstige Ver-
packung für viele Produkte.

Informieren Sie sich bei

Gustav Maag
Tel. 01 491 90 88
Badenerstrasse 450
8004 Zürich

ITT 3030 Microcomputer

+ Unisoft Software

= die optimale Kombination.
Beratung - Verkauf
techn. Dienst

Rebuna Suter AG, Zürich
Uetlibergstrasse 350
Tel. 01 462 66 36

Verlangen Sie vom Schweizerischen Handelsamtsblatt unentgeltliche Zusendung einer Probennummer der Monatschrift «Die Volkswirtschaft».